

Israël : le rapport de l'ONU qui gêne Dexia et la France

4 mars 2014

Dans son édition de ce mardi, l'Humanité dévoile le rapport de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés, de Richard Falk, qui accuse la banque Dexia et ses actionnaires, la France et la Belgique, de soutenir les colonies israéliennes. Au Parlement français, les ministres esquivent.



C'est une affaire qui dure depuis cinq ans et qui met aux prises régulièrement les militants d'ONG pour les droits des Palestiniens, d'un côté, et la direction de la banque des collectivités publiques Dexia et les gouvernements belge et français, de l'autre. À l'origine du litige, les prêts accordés par Dexia Israël, filiale à 65 % du groupe Dexia, lui-même détenu majoritairement par les États belge (50,02 % du capital) et français (44,38 %), à des collectivités publiques israéliennes installées dans les territoires palestiniens occupés. Régulièrement, les militants du réseau belge de solidarité internationale Intal, soutenus par ceux de l'Association France-Palestine solidarité (AFPS), s'invitent aux assemblées générales des actionnaires du groupe, pour interpeller ses dirigeants sur cette situation.

« Violation du droit international »

L'affaire a pris subitement une autre dimension après la présentation, en octobre, d'un rapport à l'Assemblée générale des Nations unies par le rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Richard Falk. Selon ce document (téléchargeable ci-dessous), il apparaît que « les transactions de Dexia Israël avec les colonies de peuplement font du groupe Dexia une entreprise commerciale impliquée dans l'occupation de la Palestine et sa responsabilité peut donc être engagée pour violation du droit international ». Le rapport va plus loin et incrimine la Belgique et la France qui, en tant qu'actionnaires majoritaires, « manquent à leur obligation de faire respecter les conventions » internationales.

Pour les militants des droits des Palestiniens, ce rapport sonne comme une petite victoire, car il vient contredire les dénégations des ministres successifs, qui répètent inlassablement que Dexia Israël « n'agit pas pour le compte de l'État » (Christine Lagarde, en réponse à une question du député PCF Jean-Jacques Candelier en septembre 2009), et qu'« aucun nouveau prêt n'a été accordé postérieurement à 2008 » aux colonies par Dexia Israël (Laurent Fabius, répondant au même parlementaire en décembre dernier).

[Lire la suite de l'enquête dans l'Humanité de ce mardi](#)

A lire sur le sujet :

- Des prêts aux colonies d'Hébron et de Samarie
- « La France fait comme si le rapport Falk n'existait pas », entretien avec le député PCF du Nord, Jean-Jacques Candelier, qui a posé plusieurs questions au gouvernement à propos de Dexia Israël depuis 2009

Source : <http://www.humanite.fr/monde/israel-le-rapport-de-lonu-qui-gene-dexia-et-la-fra-560385>

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [ARCHIVES](#) >
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Israel-le-rapport-de-l-ONU-qui,3893>